



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.964/2/V
du 5 septembre 2016

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant le mode de fonctionnement de la chambre de recours prévue à l'article 173 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours et modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.964/2/V
van 5 september 2016

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot regeling van de werkwijze van de beroepskamer voorzien in artikel 173 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones en tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones'

Le 28 juillet 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 13 septembre 2016, sur un projet d'arrêté royal 'fixant le mode de fonctionnement de la chambre de recours prévue à l'article 173 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours et modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 5 septembre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 septembre 2016.

(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 28 juli 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege ^(*) verlengd tot 13 september 2016, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot regeling van de werkwijze van de beroepskamer voorzien in artikel 173 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones en tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 5 september 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 september 2016.

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours' a institué une « chambre de recours fédérale indépendante et paritaire établie au sein du SPF Intérieur », fixé sa composition et habilité le Roi à en déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de fonctionnement (articles 170 à 173, 271 et 297) ¹.

Les dispositions autonomes de l'arrêté en projet (articles 1^{er} à 15) s'ajoutent donc à celles de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatives à la chambre de recours éparpillées sur différents livres et titres de cet arrêté royal (livre 7, titres 4 et 5, livre 10, titres 2 et 4, et livre 12).

En outre, d'autres modalités de fonctionnement de la chambre de recours seront fixées dans son règlement d'ordre intérieur (article 14 du projet).

Force est de constater que cette manière de réglementer affecte substantiellement la lisibilité de la réglementation applicable en la matière et, partant, la sécurité juridique.

Il n'est par exemple pas possible, à la seule lecture du dispositif du projet, de déterminer de quelle chambre de recours il y est question. Il est vrai que cela résulte de l'intitulé du projet, de la mention de l'article 173 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 à l'alinéa 2 du préambule et, dans une certaine mesure, de la modification apportée à l'article 172 du même arrêté royal par l'article 16 du projet mais de tels éléments sont insuffisants pour assurer la lisibilité de l'ensemble du dispositif et en effet, l'intitulé et le préambule sont dépourvus de portée normative ; la modification de l'article 172 n'autorise qu'une compréhension fort implicite de l'objet du projet.

Mieux vaut dès lors que, dans le prolongement de ce que la section de législation du Conseil d'État a rappelé dans son avis sur une première version du projet devenu l'arrêté royal du 19 avril 2014 ², l'auteur du projet fixe les règles de composition et de fonctionnement de la

¹ Cette chambre de recours connaît, conformément aux articles 170, 271 et 297 de l'arrêté royal du 19 avril 2014, des recours introduits par les membres du personnel en matière d'évaluation, en matière disciplinaire et dans le cadre de la suspension dans l'intérêt du service.

² Dans l'avis 55.165/2 donné le 6 février 2014 sur le projet devenu l'arrêté royal du 19 avril 2014, la section de législation du Conseil d'État avait relevé ce qui suit :

« Le titre 4 déterminant les conséquences attachées à plusieurs évaluations 'insatisfaisant', il paraît nécessaire que le statut détermine lui-même les règles essentielles de composition et de fonctionnement de la chambre de recours [...]. Il devrait également déterminer les éléments essentiels de la procédure de recours, à savoir le délai endéans lequel la chambre doit statuer et la portée de la décision qui sera rendue (décision définitive ou avis préalable à une décision d'une autre autorité). En outre, ce recours, exercé dans le cadre de l'évaluation, devrait avoir un caractère suspensif.

chambre de recours, ainsi que la procédure de recours, en complétant le titre 5 du livre 7 de cet arrêté royal. Il lui est également loisible de se contenter d'énoncer par la voie de dispositions modificatives de cet arrêté royal les règles essentielles en la matière en déléguant à son tour l'exercice de son pouvoir réglementaire au ministre sur des questions accessoires ou de détail : une subdélégation du pouvoir réglementaire à un ministre peut en effet être admise pour des mesures de ce type. Rien n'empêche donc, comme le prévoit l'article 14 du projet ³, que la chambre de recours établisse un règlement d'ordre intérieur, lequel règlera des mesures qui ont une portée limitée et technique et qui ne comportent pas de choix politique, à condition qu'il fasse l'objet d'une approbation par le ministre ⁴.

Par conséquent, le projet doit être revu.

Il est recommandé à cet effet d'insérer les règles essentielles de composition et de fonctionnement de la chambre de recours (dispositions relatives à la désignation des suppléants, à la récusation des assesseurs, au quorum de présence, à la fin du mandat et à l'indemnité pour frais de séjour et de déplacement ⁵) et les éléments essentiels de la procédure de recours (dispositions relatives à la comparution du membre du personnel, à l'audition des témoins et des experts et aux délais à respecter par la chambre de recours ⁶) dans le titre 5 du livre 7 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 sous la forme de dispositions modificatives de celui-ci, et d'abroger l'article 173 de cet arrêté royal du 19 avril 2014 tout en insérant le second alinéa de cette dernière disposition dans l'article 171 de l'arrêté royal. Les autres dispositions trouveront mieux leur place dans le règlement d'ordre intérieur, pour lequel l'habilitation figurant à l'article 14 du projet serait maintenue au sein d'une disposition modificative de l'arrêté royal, moyennant la précision selon laquelle ce règlement d'ordre intérieur doit faire l'objet d'une approbation par le ministre.

Il résulte de ce qui précède que la mention de l'article 173 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 à l'alinéa 2 du préambule, qui est sans doute destinée à faire état de l'habilitation conférée au Roi par cette disposition sur « [l]es modalités de fonctionnement de la chambre de

Il ressort de ce qui précède que la délégation au ministre, mentionnée à l'article 171, alinéa 2, est excessive ».

³ Cette disposition a été insérée à la demande des organisations syndicales représentatives qui ont également demandé que soient réglées dans le règlement d'ordre intérieur dont se dotera la chambre de recours (protocole de négociation n° 2016/02 du Comité pour les services publics provinciaux et locaux, conclu le 27 avril 2016) :

- la façon dont les organisations syndicales exerceront leur mandat d'assesseur (ex : mandat exercé à tour de rôle par les organisations syndicales, changement tous les deux, trois ou quatre ans) ;
- la façon dont seront écartés les risques de partialité/de conflit d'intérêt résultant de l'appartenance de l'assesseur et de la personne qui assiste le requérant à une même organisation syndicale.

⁴ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 7.3, 7.4 et 8.3.

⁵ Il s'agit notamment des articles 3, première et deuxième phrases, 4, première phrase, 5, 9, première phrase, et 15 du projet.

⁶ Il s'agit notamment des articles 7, deuxième et troisième phrases, 8, première phrase, 10, alinéa 1^{er}, 11, alinéa 1^{er}, et 12, seconde phrase, du projet.

recours »⁷, doit être omise, cet alinéa 2 se limitant, pour se référer à l'arrêté royal que le projet modifierait au-delà de ce que prévoit l'article 16 du projet, à la seule mention de l'arrêté royal⁸.

C'est sous ces réserves que sont formulées les observations particulières qui suivent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 106, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile', selon lequel le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif du personnel opérationnel des zones.

Il convient donc de compléter l'alinéa 1^{er} en ce sens.

2. À l'alinéa 2, ainsi qu'il est exposé dans l'observation générale, les mots « , article 173 » doivent être omis.

3. Après l'alinéa 7, un nouvel alinéa doit mentionner l'accomplissement de la formalité préalable de l'analyse d'impact.

4. À l'alinéa 8, dans la version française, il convient de remplacer les mots « l'article 84, § 1, alinéa premier, 1^o » par les mots « l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o ».

DISPOSITIF

1.1. Il est inutile de définir les mots « ministre » et « zone de secours », déjà définis par l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o et 3^o, de l'arrêté royal du 19 avril 2014.

1.2. Il n'y a pas lieu de définir les mots « Direction générale Sécurité civile », sauf dans l'hypothèse où l'auteur du projet envisage également d'adapter tous les articles concernés de l'arrêté royal du 19 avril 2014⁹.

2. Il convient d'assurer l'uniformité de la terminologie et d'utiliser celle qui est en usage dans le domaine de la réglementation.

⁷ Cette auto-habilitation requiert la délibération en Conseil des ministres pour l'adoption de l'arrêté mais cette exigence figure également à l'article 106, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 'relative à la Sécurité civile', qui fournit le fondement légal au projet, ainsi que le précise l'alinéa 1^{er} du préambule.

⁸ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et 30.

⁹ Articles 36, alinéa 2, 69, alinéa 3, 86, alinéa 3, 91, alinéa 3, et 108, alinéa 3.

Ainsi, par exemple, dans les articles 4, 6, 7, 10, 11, 13 et 16 du projet, le mot « requérant » doit être remplacé par les mots « membre du personnel » et, à l'article 12, dans la version française, il convient de remplacer les mots « rend son verdict » par le mot « statue ».

Plus fondamentalement, l'auteur du projet saisira cette occasion pour donner suite à l'observation formulée par le Conseil d'État dans son avis 55.165/2 précité, invitant l'auteur de l'arrêté royal en projet à préciser quelle sera la compétence de la chambre de recours : s'agit-il d'une décision qui se substitue à l'acte faisant l'objet du recours ou d'un avis préalable à la décision de l'autorité ?

3. À l'article 5, 2°, du projet, les mots « le président ou » doivent être omis car le président, nommé par le ministre, ne siège pas en qualité de « représentant » d'une organisation ou d'un organisme, ce qui confirme le statut d'indépendance conféré par l'article 2 du projet.

En outre, il convient de remplacer le mot « propose » par le mot « désigne » conformément à l'article 172, 2° et 3°, de l'arrêté royal du 19 avril 2014.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Bij het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’ is een “federale onafhankelijke en paritair samengestelde beroepskamer bij de FOD Binnenlandse Zaken” opgericht, de samenstelling ervan vastgesteld en aan de Koning de machtiging verleend om daarvan de werkwijze te bepalen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad (artikelen 170 tot 173, 271 en 297).¹

De op zichzelf staande bepalingen van het ontworpen besluit (artikelen 1 tot 15) komen dus bovenop de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 april 2014 die betrekking hebben op de beroepskamer en die over verschillende boeken en titels van dat koninklijk besluit verspreid zijn (boek 7, titels 4 en 5, boek 10, titels 2 en 4, en boek 12).

Bovendien zullen in het huishoudelijk reglement van de beroepskamer nog andere regels voor de werkwijze van de beroepskamer worden vastgesteld (artikel 14 van het ontwerp).

Er moet worden vastgesteld dat die manier van reglementeren de leesbaarheid van de ter zake geldende regelgeving aanzienlijk bemoeilijkt, wat ten koste gaat van de rechtszekerheid.

Zo kan louter op basis van de ontwerptekst bijvoorbeeld onmogelijk worden vastgesteld van welke beroepskamer daarin sprake is. Weliswaar kan dat worden opgemaakt uit het opschrift van het ontwerp, uit de vermelding van artikel 173 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 in het tweede lid van de aanhef en in zekere mate ook uit de wijziging die artikel 16 van het ontwerp in artikel 172 van hetzelfde koninklijk besluit aanbrengt, maar dat is niet voldoende om te zorgen voor een goede leesbaarheid van de hele tekst. Bovendien hebben het opschrift en de aanhef geen normatieve strekking, en komt uit de wijziging van artikel 172 de strekking van het ontwerp slechts op zeer impliciete wijze naar voren.

¹ Die beroepskamer neemt overeenkomstig de artikelen 170, 271 en 297 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 kennis van de beroepen die personeelsleden hebben ingesteld in evaluatieaangelegenheden, in tuchtaangelegenheden of in het kader van een schorsing in het belang van de dienst.

Het zou dan ook beter zijn dat, zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft opgemerkt in haar advies over een eerste versie van het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 19 april 2014,² de steller van het ontwerp de samenstelling en de werkwijze van de beroepskamer alsook de beroepsprocedure regelt via een aanvulling van titel 5 van boek 7 van dat koninklijk besluit. Tevens staat het hem vrij om bij wege van bepalingen tot wijziging van dat koninklijk besluit enkel de basisregels ter zake uit te vaardigen en de uitoefening van zijn verordnungsbevoegdheid op zijn beurt aan de minister over te dragen voor het regelen van bijkomstige zaken of detailkwesties: voor dat soort maatregelen is een subdelegatie van de verordnungsbevoegdheid aan een minister immers aanvaardbaar. Er staat dus niets aan in de weg dat de beroepskamer een huishoudelijk reglement vaststelt zoals bepaald in artikel 14 van het ontwerp,³ waarin maatregelen worden opgenomen met een beperkte en technische draagwijdte die geen politieke beleidskeuze inhouden, op voorwaarde dat het door de minister wordt goedgekeurd.⁴

Het ontwerp moet derhalve worden herzien.

Aanbevolen wordt daarbij de basisregels voor de samenstelling en de werkwijze van de beroepskamer (bepalingen betreffende de aanwijzing van plaatsvervangers, de wraking van de bijzitters, het quorum, het einde van het mandaat en de vergoeding voor de reis- en verblijfkosten)⁵ alsook de belangrijkste aspecten van de beroepsprocedure (bepalingen betreffende de verschijning van het personeelslid, het horen van de getuigen en de deskundigen en de termijnen die de beroepskamer moet naleven)⁶ in te voegen in titel 5 van boek 7 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 in de vorm van bepalingen tot wijziging van dat koninklijk besluit, artikel 173 van dat koninklijk besluit van 19 april 2014 op te heffen en het tweede lid van die laatstgenoemde bepaling in artikel 171 van het koninklijk besluit in te voegen. De overige bepalingen horen veeleer thuis in het huishoudelijk reglement; de machtiging om dat reglement vast te stellen, die nu in artikel 14 van het ontwerp staat, zou overgenomen moeten worden in een

² In advies 55.165/2, op 6 februari 2014 gegeven over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 19 april 2014, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State het volgende opgemerkt:

“Aangezien onder titel 4 wordt bepaald welke gevolgen verbonden zijn aan het krijgen van meerdere evaluaties met de vermelding “onvoldoende”, lijkt het noodzakelijk dat in het statuut zelf de basisregels worden vastgesteld met betrekking tot de samenstelling en de werkwijze van de (...) beroepskamer. In het statuut zouden eveneens de voornaamste aspecten van de beroepsprocedure moeten worden vastgesteld, te weten de termijn waarbinnen de kamer uitspraak dient te doen alsmede de strekking van de beslissing die zal worden genomen (definitieve beslissing of advies voorafgaand aan een beslissing van een andere overheid). Bovendien zou dat in het kader van de evaluatie ingestelde beroep schorsende werking moeten hebben.

Uit het voorgaande blijkt dat de delegatie aan de minister in artikel 171, tweede lid, te ver gaat”.

³ Die bepaling is ingevoegd op verzoek van de representatieve vakbondsorganisaties, die ook hebben gevraagd dat in het huishoudelijk reglement van de beroepskamer het volgende zou worden geregeld (onderhandelingsprotocol nr. 2016/02 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, gesloten op 27 april 2016):

- de wijze waarop de vakbondsorganisaties hun mandaat van bijzitter zullen uitoefenen (bijvoorbeeld: mandaat om de beurt uitgeoefend door de vakbondsorganisaties, wisseling om de 2, 3 of 4 jaar);
- de wijze waarop het risico van partijdigheid/belangenvermenging wordt voorkomen dat voortvloeit uit het feit dat de bijzitter en de persoon die de verzoeker bijstaat tot dezelfde vakbondsorganisatie behoren.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 7.3, 7.4 en 8.3.

⁵ Het gaat met name om de artikelen 3, eerste en tweede zin, 4, eerste zin, 5, 9, eerste zin, en 15 van het ontwerp.

⁶ Het gaat met name om de artikelen 7, tweede en derde zin, 8, eerste zin, 10, eerste lid, 11, eerste lid, en 12, tweede zin, van het ontwerp.

bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit, met de precisering dat dat huishoudelijk reglement door de minister moet worden goedgekeurd.

Uit het voorgaande volgt dat de vermelding van artikel 173 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 in het tweede lid van de aanhef, waarschijnlijk bedoeld om te wijzen op de machtiging inzake “[d]e functioneringsmodaliteiten van de beroepskamer” die bij die bepaling aan de Koning is verleend,⁷ moet worden weggelaten; in dat tweede lid van de aanhef mag de verwijzing naar het koninklijk besluit waarin het ontwerp dan nog andere wijzigingen zou aanbrengen dan die waarin is voorzien in artikel 16 ervan louter bestaan uit de vermelding van dat koninklijk besluit.⁸

Onder dat voorbehoud worden de volgende bijzondere opmerkingen geformuleerd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 106, eerste lid, van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’, volgens hetwelk de Koning het administratief statuut van het operationeel personeel van de zones bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Het eerste lid moet dus in die zin worden aangevuld.

2. In het tweede lid moeten de woorden “, artikel 173” worden weggelaten, zoals in de algemene opmerking is uitgelegd.

3. Na het zevende lid moet in een nieuw lid worden vermeld dat het voorafgaand vormvereiste inzake de impactanalyse is vervuld.

4. In de Franse tekst van het achtste lid moeten de woorden “l’article 84, § 1, alinéa premier, 1^o” worden vervangen door de woorden “l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o”.

DISPOSITIEF

1.1. Het heeft geen zin de woorden “minister” en “hulpverleningszone” te definiëren, aangezien die al gedefinieerd zijn in artikel 1, § 1, 1^o en 3^o, van het koninklijk besluit van 19 april 2014.

⁷ Die machtiging aan zichzelf vereist dat een besluit ter zake pas wordt vastgesteld na overleg in de Ministerraad, maar dat vereiste staat ook in artikel 106, eerste lid, van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’, dat, zoals in het eerste lid van de aanhef wordt gepreciseerd, rechtsgrond verleent aan het ontwerp.

⁸ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 29 en 30.

1.2. De woorden “Algemene Directie Civiele Veiligheid” moeten niet worden gedefinieerd, tenzij de steller van het ontwerp van plan is ook alle betrokken artikelen van het koninklijk besluit van 19 april 2014 te wijzigen.⁹

2. Ten behoeve van de terminologische eenvormigheid moet de terminologie die gangbaar is in de regelgeving worden gebezigd.

Zo bijvoorbeeld moeten de woorden “de verzoeker” in de artikelen 4, 6, 7, 10, 11, 13 en 16 van het ontwerp worden vervangen door de woorden “het personeelslid”, en moeten de woorden “rend son verdict” in de Franse tekst van artikel 12 worden vervangen door het woord “statue”.

Fundamenteler nog is dat de steller van het ontwerp die gelegenheid moet aangrijpen om gevolg te geven aan de opmerking van de Raad van State in het voornoemde advies 55.165/2, volgens welke de steller van het ontworpen koninklijk besluit de bevoegdheid van de beroepskamer nader moet omschrijven: gaat het om een beslissing die in de plaats komt van de handeling waartegen het beroep gericht is, of om een advies dat aan de beslissing van de overheid voorafgaat?

3. In artikel 5, 2°, van het ontwerp moeten de woorden “voorzitter of” worden weggelaten aangezien de voorzitter, die door de minister is benoemd, niet als “vertegenwoordiger” van een organisatie of instelling zitting heeft, wat een bevestiging inhoudt van de status van onafhankelijkheid die bij artikel 2 van het ontwerp wordt verleend.

Bovendien moet het woord “voordraagt” worden vervangen door het woord “aanwijst”, overeenkomstig artikel 172, 2° en 3°, van het koninklijk besluit van 19 april 2014.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁹ Artikelen 36, tweede lid, 69, derde lid, 86, derde lid, 91, derde lid, en 108, derde lid.